

Populations vulnérables

L'urgence de comprendre et d'agir

Céline Séguin

On les croise tous les jours. Ils nous demandent un peu de monnaie ou une cigarette. Ils cherchent la Maison du père ou l'Accueil Bonneau. Ils s'improvisent laveurs de pare-brise ou se les gèlent en attendant la roulotte du père Johns. On peut les ignorer, mais ils n'en sont pas moins là, les marginaux, les déviants, les exclus. Quels sont aujourd'hui les nouveaux visages de la vulnérabilité sociale, et surtout, quelles réponses sont apportées pour y faire face? Une vingtaine de chercheurs et d'intervenants cogiteront sur ce thème, les 12 et 13 mai prochains, à l'invitation de Marcelo Otero, professeur au Département de sociologie et chercheur au Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale (CRI).

Le colloque «Réguler ou contrôler la vulnérabilité et l'exclusion sociale?» s'inscrit dans la foulée des transformations sociales, économiques et politiques qui ont entraîné, ces dernières années, de multiples fractures sociales. Or, pour le professeur Otero, il y a urgence de comprendre et d'agir pour favoriser une plus grande intégration des individus. La rencontre sera donc l'occasion d'interroger plus à fond les approches qui se sont développées, au Québec, pour faire face à l'effritement des mécanismes d'intégration et de protection des personnes.

Des nouvelles façons de gérer...

«Jusque dans les années 70, l'intervention de l'État était surtout perçue comme un processus de contrôle et de domination des individus. Maintenant, dans le contexte des nouveaux partenariats avec les milieux communautaires, cette notion de contrôle fait davantage problème et on préfère parler de régulation. Pourquoi? Parce que la «régulation sociale» ne renvoie pas exclusivement aux aspects négatifs de la gestion des conduites, tels la coercition, la manipulation ou la répression, mais intègre aussi l'appel aux valeurs positives comme la santé, l'autonomie, le bien-être, l'épanouissement personnel, etc.», précise le professeur Otero.

Bref, dit-il, la notion de régulation permet d'inclure la promotion d'identités qui ne sont pas forcément assu-



Photo : Michel Giroux

Marcelo Otero, professeur au Département de sociologie.

jettissantes pour les individus, sans toutefois évacuer la problématique de la domination. «Par exemple, même si on prône de plus en plus les dynamiques de concertation, d'intersectorialité et de partenariat, les divers collaborateurs n'ont pas toujours les mêmes pouvoirs, tandis que le point de vue des personnes vulnérables ou fragilisées est rarement pris en compte.» De plus, ajoute le sociologue, la multiplicité des interfaces d'intervention, l'épuisement des personnes et des ressources, ainsi que l'alourdissement des problématiques vécues illustrent les limites des approches traditionnelles et prêchent pour un redéploiement des manières de faire.

... de nouveaux problèmes

Comme le rappelle M. Otero, il n'y a pas que les pratiques d'intervention qui ont changé, les problèmes so-

ciaux aussi se sont transformés : l'itinérance a augmenté dans les villes, de même que l'usage de drogues et de médicaments, tandis que l'on observe une vulnérabilité accrue chez les jeunes, les femmes et les personnes âgées. «Dans un premier temps, le colloque nous permettra de faire une mise au point sur le concept même de vulnérabilité : comment la définit-on aujourd'hui et quel type de vulnérabilité légitime l'intervention? Bien sûr, la vulnérabilité peut s'expliquer par des aspects cognitifs, mais nous allons plutôt nous intéresser à sa dimension sociale, tout en examinant comment l'État et la société s'organisent pour y faire face.»

Au nombre des thématiques abordées lors de la première journée du colloque, figurent les problèmes de santé mentale, l'itinérance, le vieillissement, les femmes victimes de vio-

lence, les expériences des ex-détenus, la question du logement. La deuxième journée de réflexion et d'échanges sera consacrée aux pratiques d'intervention (logement communautaire, insertion de jeunes en difficultés, pratiques policières auprès des usagers de drogues...) et aux politiques, notamment celles qui privilégient les stratégies d'empowerment et la réduction des méfaits. Enfin, en conclusion, on s'interrogera sur les questions liées aux institutions, au droit, aux normes et à la responsabilité.

Parmi les conférenciers invités, on retrouve des professeurs de l'UQAM, dont Shirley Roy (sociologie) et Jean-Marie Fecteau (histoire), de nombreux étudiants des cycles supérieurs, des chercheurs de l'Université de Montréal, y compris la réputée criminologue Marie-André Bertrand, ainsi

que divers intervenants du milieu (Le Havre, CLSC des Faubourgs...) qui partageront leurs données de recherche et leurs expériences sur le terrain pour une meilleure compréhension de la vulnérabilité sociale et des moyens à privilégier pour favoriser l'inclusion des personnes ●

COLLOQUE NO 642

Réguler ou contrôler la vulnérabilité et l'exclusion sociale?

Les 12 et 13 mai

Responsables : Marcelo Otero (UQAM) et Céline Bellot (UdeM)